

GROUPE SIDER

# 5 000 travailleurs en poste

**Selon M. Amar Belkacemi, son président-directeur général, le groupe algérien d'entreprises publiques économiques Sider a repris, ces dernières années, le train de la croissance.**

Cette situation a été confirmée lors d'un point de presse qu'il a animé. Il donne ainsi le ton à l'adresse de son partenaire indien qui, depuis début novembre 2008 est en butte à des difficultés financières lui imposant d'engager une réforme intérieure de son système de gestion.

Celle-ci a eu pour premier résultat des opérations chirurgicales, dans le milieu des sociétés sous-traitantes au moment même où la baisse des prix des produits sidérurgiques et du niveau des ventes empoisonnent le climat des affaires. «Nous suivons les événements qui secouent le groupe Arcelor Mittal dans son ensemble et sa filiale d'Annaba en particulier. Par notre position d'actionnaire minoritaire, nous ne sommes pas directement concernés par la gestion du complexe sidérurgique d'El Hadjar», a indiqué M. Belkacemi.

Si, au complexe sidérurgique Arcelor Mittal, El Hadjar avec 70 % d'actions franco-indiennes, on en est à la réduction des coûts de revient de la production, chez Sider, ses filiales et sous-filiales, le temps est à la convalescence. Un net rebond des activités pour la majorité des EPE et leurs filiales est enregistré. On n'en est plus aux dérivés

socioprofessionnelles, à la bureaucratie et aux alourdissements des charges. «Les déficits et les dettes ont cessé d'empoisonner le climat des affaires du groupe, puisque le gouvernement a décidé de les éponger», a-t-il notamment ajouté.

L'hypothèse peut surprendre, dans le climat actuel de pessimisme généré par la crise économique mondiale et par la rigidité des mécanismes traditionnels de l'Etat. D'autant plus qu'un millier de travailleurs, en poste dans les entreprises de sous-traitance (maintenance, approvisionnement divers, transport...), ont fait les frais des répercussions de cette crise sur Arcelor Mittal Annaba.

Toutes ces perturbations n'ont pas ébranlé les responsables du groupe Sider. Contrairement à ce que pensent beaucoup, celui qui fut le géant de la sidérurgie africaine des années 1970/80 serait en train de se réveiller. Pas au complexe sidérurgique d'El Hadjar dont il contrôle seulement 30 % des parts d'actions, mais dans des activités autres telles que celle du bâtiment, de la maintenance industrielle, du gardiennage...

Au 1<sup>er</sup> décembre 2008, 5000 travailleurs exercent toujours dans les six filiales, pro-



Photo : DF

priétés du groupe Sider, à des postes de conception, d'exécution et de commercialisation. S'y ajoutent une bonne santé financière, un partenariat réussi avec le Franco-Indien Arcelor Mittal, des propositions de partenariat en nombre, des perspectives prometteuses d'investissement et des projets à l'étude pour l'extension de différentes filiales. Toute cette situation dément le fait que le groupe Sider est à l'agonie. Avec un siège social à Annaba, il active sur tout le territoire algérien. Ses 5000 travailleurs savent que le groupe est l'un des pivots de l'économie locale et nationale. Il fut le symbole d'une sidérurgie flamboyante dans les années 1970. En 2001, alors que l'outil de production algérien prenait eau de toute part, Sider s'est associé avec les Indiens d'Ispat, devenu par la suite Mittal Steel, puis Arcelor Mittal pour la gestion du com-

plexe sidérurgique d'El Hadjar. Il détient 30 % du capital social. M Amar Belkacemi et son adjoint, M. Lakhdar Aouchiche, voient la courbe des bénéfices de leurs filiales et sous-filiales grimper ces dernières années.

Avec son cerveau à Chaïba, le siège n'emploie plus, et c'est un signe de rigueur dans la gestion, qu'une quarantaine de personnes.

Son portefeuille comprend des filiales essaimées à travers plusieurs régions du pays, avec des métiers différents et un cortex apparemment bien dimensionné. Ce qui permet l'harmonisation du groupe, où, en termes de chiffre d'affaires/an, on compte en millions de dinars.

A chaque moment, ces principaux gestionnaires sont informés de ce qui se déroule dans les filiales. «L'avenir de nos filiales est prometteur.

Elles sont en majorité fiables et dégagent de bons résultats», a indiqué le P-dg sider. Il s'agit de Génisider (bâtiment), de la SGS de gardiennage, de l'EGS Hydra pour la gestion du patrimoine, d'Alfapipe et ses unités de production de tubes d'Annaba et Ghardaïa, de la tuberie sans soudure. Profitant de l'augmentation de leur chiffre d'affaires à partir de 2003, les gestionnaires ont entamé un cycle de diversification des activités de leurs filiales et l'ouverture de leur capital social.

C'est le cas pour Alfapipe. Par sa production de tubes destinés aux hydrocarbures, elle intéresse un consortium turc et la Sonatrach.

Un accord de partenariat avec l'un ou l'autre est actuellement en cours de négociation. C'est aussi le cas des EPE et sous-filiales : Industnet, spécialisée dans le nettoyage industriel, Alfatus (tuberie

sans soudure), Genisider (bâtiment), Codesid (commercialisation), la SGS (gardiennage), Hydrosid (réalisation des installations hydrauliques), Hores (hôtels et restaurants), EGPS Hydra (gestion du patrimoine). «Par notre position d'actionnaire, si nous avons droit de regard sur les activités d'Arcelor Mittal Annaba, nous ne pouvons interférer dans la gestion.

Ce qui nous a imposé de provoquer un conseil d'administration le 4 novembre 2008 pour nous informer de la situation au complexe d'El Hadjar. Cette rencontre a vu la participation de M. Gérard Renk président du Conseil d'administration du groupe Arcelor Mittal. Il nous a rassurés quant au respect des engagements figurant dans le contrat de cession signé en 2001 avec l'Indien Ispat à l'époque», a indiqué M Amar Belkacemi.

A. Djabali

## DEUXIÈME ÉDITION DU SALON DU RECRUTEMENT L'espoir des postulants

Pour la deuxième année consécutive, le Salon international du recrutement et des ressources humaines (Sirrha-Ouest) a ouvert ses portes, ce vendredi, à l'hôtel Sheraton. Dès 9 heures du matin, des jeunes candidats à un emploi, filles et garçons, tirés à quatre épingles, muni d'un CV, faisaient la queue, attendant patiemment de rentrer dans une salle où près d'une dizaine de sociétés avaient leurs stands.

On remarquera l'absence des entreprises publiques nationales. Ce sont, en effet, essentiellement des sociétés privées, dont une majorité rattachée à des groupes étrangers, qui ont choisi de passer par un salon du recrutement pour trouver le profil idéal.

Ainsi, l'on citera Unilever, Castel, Coca Cola, Ericsson, Jumbo qui sont, pour cette année, les partenaires présents au Sirrha.

Le directeur du salon, en évoquant cette manifestation particulière, qui se poursuit aujourd'hui, dira : «Il n'est pas facile d'amener les entreprises à recruter du personnel de façon transparente. Seule une vingtaine d'entreprises a accepté cette nouvelle démarche.» Et de donner les chiffres récoltés depuis le lancement de ce salon en 2006. «40 % des candidats repartent avec une promesse d'entretien, 20 % avec une promesse d'embauche alors que 10 % d'entre eux ont des capacités pour créer leur propre entreprise. Rien que sur notre site, nous avons eu plus de 1 800 candidats inscrits alors que selon nos prévisions, les offres de recrutement sont au nombre de 1 500».

La première édition du Sirrha, qui s'est déroulée à Oran, a permis la création de 700 emplois alors que les offres avoisinaient les 20 000 à 25 000 postes du fait de la participation de la DGSN à cette édition.

Le directeur du salon a, par ailleurs, avancé que depuis 2006, avec la tenue du salon à Alger et Oran, ce sont quelque 4 000 emplois qui ont été réellement créés.

Pour les entreprises participantes, ce salon leur permet d'avoir une banque de données d'emploi et de trouver aussi les profils les plus intéressants pour des postes précis à pourvoir. C'est surtout l'aspect qualitatif qui est recherché par les recruteurs.

Lors de la clôture prévue aujourd'hui, des interventions et des tables rondes sont prévues en marge de ce salon avec la participation de consultants et des responsables des sociétés ayant pris part à la manifestation.

Fayçal M.

## Un groupe qui s'autofinance

**En retrait dans la gestion des activités du complexe sidérurgique d'El Hadjar, où il détient 30 % du capital social contre 70 % à son associé franco-indien Arcelor Mittal Annaba, le groupe Sider vient de réagir.**

Il répond ainsi aux multiples questions qui se posent sur la place économique locale et nationale, sur ce qui est qualifié de passivité de ses gestionnaires face à la situation de crise que traverse Arcelor Mittal El Hadjar depuis quelques mois. «Nous n'avons jamais cessé d'assumer notre rôle d'actionnaire pour défendre les intérêts de notre groupe et du pays. Il y a des engagements qui ont été pris par Arcelor Mittal, lors de la signature du contrat portant cession de la majorité des actions. Maintien des effectifs et augmentation de la production à 1,5 million de tonnes/an en sont les deux plus importants. S'il a respecté le premier volet, notre partenaire n'a toujours pas réussi à atteindre le record de 1,4 million de tonnes, réalisé par Sider en 1987», a précisé M. Amar Belkacemi, président-directeur général du groupe Sider. L'autofinancement des différentes filiales et sous-filiales est l'autre argu-

ment avancé par notre interlocuteur pour démentir les difficultés auxquelles seraient confrontées ses filiales et sous-filiales.

Il a ensuite abordé le dossier de celles dissoutes, telles Sider Automation, Ensid, Soudatec, Egis. Le P-dg du groupe Sider a estimé que ces dissolutions avaient été rendues nécessaires par la politique nationale de privatisation des EPE, en difficulté pour cause d'endettements lourds et de dynamisation de l'industrie nationale.

D'où la cession, à titre gracieux, au profit de différentes wilayas de centres de vacances, infrastructures sportives, jardins d'enfants...

La plus importante de ces cessions est certainement celle du bâtiment Ensid à Sidi-Amar. Il avait été initialement cédé aux associations et à des structures relevant de l'emploi des jeunes.

Après son inauguration par le président de la République, ce projet a été finalement abandonné.

Il a été remplacé par celui du ministère des Postes et des Technologies de l'information et de la communication (PTIC). Il porte sur la réalisation d'un technoparc, à l'image de celui de Sidi-Abdallah à Alger. Initié en 2004, ce projet est à ce jour en souffrance, au moment où la bâtisse Ensid, qui faisait la

fierté des sidérurgistes et de la population locale, tombe en ruine. Un problème d'endettement de l'ordre de 100 millions de DA, que le ministère bénéficiaire ne semble pas être prêt à régler, en serait la cause. «Le problème de ces infrastructures cédées à titre gracieux ne nous concerne plus.

Au titre du patrimoine, il ne faut pas oublier que notre groupe est toujours propriétaire de 900 ha, sur lesquels est implanté le complexe sidérurgique d'El Hadjar», a affirmé M. Belkacemi. En ce qui concerne la cession du projet de Bellara à l'un ou l'autre, Arcelor Mittal où l'égyptien El Az, le dossier serait entre les mains du gouvernement. Tout autant que celui du très important potentiel minier à ciel ouvert de Gara Djebilet (Tindouf). L'étude avait été réalisée au début des années 1980 par l'entreprise Sider. A ce jour, elle est toujours dans un tiroir de bureau. Elle aurait coûté plus de 10 millions de dollars au Trésor algérien et avait été réalisée par deux bureaux d'études spécialisés, l'un américain, Kaizer Ingeenering, et l'autre mexicain, System Hells Ingeenering.

Les premiers résultats de cette étude montrent que Gara Djebilet est le plus important gisement de minerai de fer en Afrique.

Ali Bouacha